

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 25 AVRIL 2012

SOMMAIRE

- 1) **Dehors les inaptés !**
- 2) **Cela n'existe pas selon...**
- 3) **Hollande se moque de la gauche**
- 4) **Gouverner autrement**
- 5) **"Rien n'est joué"**

Gérard Diez La Presse en Revue

I) Loi El Khomri : les salariés inaptés congédiés sans délai



Hollande refuse un "pays de précarité" tout en l'instaurant dans la loi El Khomri. - HAMILTON/POOL/SIPA

François Hollande s'est fait ce lundi l'avocat de la future loi travail, assurant qu'il ne voulait pas d'un "pays de précarité" mais d'un pays en "mouvement". La précarité, c'est pourtant bien ce qui attend les salariés déclarés inaptes à tout poste avec ce projet de loi. Explications.

C'est un point passé sous silence du projet de loi El Khomri sur lequel la CFTC, syndicat « réformiste » comme Solidaires et la CGT entendent se battre. Demain, si le projet de loi El Khomri est adopté sans réécriture de son volet « Médecine du travail », une entreprise pourra, lorsque l'un de ses salariés est déclaré inapte à tout poste par le médecin du travail, le licencier sans même chercher à le reclasser. « Et l'employeur ne sera plus comptable des effets du travail qu'il propose sur la santé de ses salariés », affirme l'inspectrice Astrid Toussaint, syndiqué à Sud-Travail.

Comment en est-on arrivé là quand en 2013 selon la Dares, 63 700 personnes se sont inscrites à Pôle Emploi à la suite d'un licenciement pour inaptitude physique ? Le plus souvent parce qu'elles souffraient de troubles musculo-squelettiques ou avaient été confrontées à un risque psycho-social ? En deux temps.

De fait, dès septembre 2015, la loi portée par l'ancien ministre du travail François Rebsamen a déjà dispensé les employeurs de prouver qu'ils avaient recherché effectivement un nouveau job à leurs personnels usés, avant de les licencier. Alors qu'avant ils devaient s'enquérir auprès de leurs fournisseurs, de leurs clients, de leurs sous-traitants notamment, de l'existence chez eux de postes disponibles adaptés.

Mais aujourd'hui un salarié ne peut être déclaré inapte qu'après deux visites à son médecin du travail, espacées de 15 jours. Ce laps de temps permet au praticien de réfléchir à des adaptations de postes existants dans l'entreprise et d'affiner son diagnostic. Or le projet de loi El Khomri, supprime cette période de réflexion. Déclaré inapte après un examen unique, le salarié devrait une fois licencié, attaquer cette décision devant les Prud'hommes s'il la conteste. Et cette juridiction ferait alors appel à un expert et non plus un inspecteur du travail médecin pour l'aider à trancher. « Tous points que notre syndicat veut faire évoluer », critique Joseph Thouvenel, vice-président de la CFTC.

II) Stéphane Le Foll : « L'alternative à gauche n'existe pas »



Stéphane Le Foll, au ministère de l'agriculture, le 20 avril 2016. PHILIPPE BRAULT/VU POUR LE MONDE

LE MONDE Propos recueillis par David Revault d'Allonnes

Ministre de l'agriculture, porte-parole du gouvernement et hollandais-canal historique, Stéphane Le Foll lance Hé oh, la gauche, un mouvement de soutien à François Hollande, et défendra le bilan de l'exécutif avec plusieurs ministres, le 25 avril à l'université René-Descartes de Paris.

Vous lancez un mouvement en défense du bilan du gouvernement, que vous avez appelé Hé oh, la gauche... Quels en sont les objectifs ?

Ce n'est pas un mouvement, c'est un rassemblement autant qu'une interpellation. Avec plusieurs ministres, dont Jean-Michel Baylet, Emmanuelle Cosse, Najat Vallaud-Belkacem ou Marisol Touraine, nous rappellerons à la gauche qui critique et qui doute que ce que nous avons fait mérite d'être valorisé. Et que, dans une crise économique et politique en France et en Europe, nous avons su préserver et adapter notre modèle social.

C'est-à-dire ?

Nous n'avons pas touché à notre modèle de solidarité, par exemple la Sécurité sociale ou la retraite à 60 ans pour les carrières longues. Nous avons donné de nouveaux droits, avec par exemple l'universalité des droits à la Sécurité sociale, l'augmentation des bourses étudiantes ou encore la prime d'activité, qui bénéficie à 2,8 millions de ménages dont 400 000 jeunes.

La gauche aurait donc besoin d'être réveillée ?

Face à la gauche de la gauche qui nous accuse de trahir, nous voulons dire qu'aux responsabilités, dans un moment difficile, nous sommes avec le président de la République et le premier ministre restés fidèles...

L'accès à la totalité de l'article est protégé

Stéphane Le Foll : « L'alternative à gauche n'existe pas »

Il vous reste 73% de l'article à lire

lemonde.fr

III) Pierre Laurent : "Hollande a discrédité l'idée même de gauche"

INTERVIEW - Dans son nouveau livre, Pierre Laurent adresse un message à la population mondiale, l'exhortant à s'unir pour s'opposer à la frange marginale qui possède l'essentiel des richesses. Le patron du Parti communiste revient aussi sur la nécessité, à ses yeux, de construire un autre projet à gauche en vue de 2017.



Le patron du Parti communiste, Pierre Laurent. (Abaca Press)

LAPRESSEENREVUE.EU

Votre nouveau livre* s'intitule 99%. Pourquoi ce titre?

L'explosion, depuis deux décennies, d'inégalités extravagantes est le cœur de la crise actuelle. Les richesses sont concentrées dans les mains d'une poignée de privilégiés. Il faut désigner clairement les responsables de ce système. On vient d'en avoir un exemple spectaculaire avec "Panama Papers" qui n'est pas un problème de délinquance financière à la marge du système, mais le cœur du système actuel : un système de prédation des richesses créées par le travail au profit de multinationales, d'actionnaires de plus en plus puissants, de puissances financières... Avec ce livre, je veux montrer combien l'intérêt de ces privilégiés est à l'opposé de celui de la très grande masse de la population. C'est à la fois un livre de décryptage du pouvoir exercé par ces 1% et un message adressé aux 99% qui subissent cette domination pour leur dire la force qu'ils représentent s'ils s'unissent contre ce système.

«L'intérêt commun qui unit les victimes de ce système est bien plus important que les différences qui peuvent exister»

Vous appelez les 99% à ne pas être "victimes d'une extinction de voix collective". C'est le cas aujourd'hui?

Effectivement, ces 99% ne parviennent pas suffisamment à se faire entendre ensemble. Il y a beaucoup de combats qui essaient de faire valoir une autre logique. Mais ces luttes sont encore trop dispersées et ceux qui détiennent les pouvoirs passent aussi beaucoup de temps à fragmenter le peuple, à mettre les résistances en opposition. Si nous voulons faire reculer cette dispersion, chacun doit prendre conscience que l'intérêt commun qui unit les victimes de ce système est bien plus important que les différences qui peuvent exister. Je vois dans la situation actuelle

"Avec Nuit debout, une partie du peuple veut reprendre du pouvoir sur le débat politique"

C'est-à-dire?

Lors des élections régionales, tous ces gens - qui aspirent à un monde plus fraternel - ont été victimes d'une extinction de voix collective.

Ils n'ont pas utilisé cette échéance pour se faire entendre. On pouvait en conclure que la situation était bouchée et même désespérante.

Pourtant, trois mois après, on s'aperçoit que des énergies citoyennes existent bien : elles sont mobilisées contre la loi El Khomri, elles sont sur les places avec Nuit debout. Et elles reprennent de la voix. Il faut l'amplifier et ne plus se taire. A ce moment-là, la situation peut rebasculer vers des nouveaux chemins d'espoir. Nuit debout exprime quelque chose de très profond, à savoir la volonté grandissante d'une partie du peuple de reprendre du pouvoir sur le débat politique.

«Le gouvernement fait l'inverse. Il a manifestement fait un choix qui est de rester au service de ces logiques»

Dans le système actuel, est-il possible aujourd'hui de reprendre quelque chose à ces 1% ?

Il faut reprendre le pouvoir sur l'argent. C'est notre argent qui est dans les banques. Quand la Société générale joue avec notre argent dans les sociétés offshore, elle détourne la richesse créée par les Français. Nous avons des comptes à exiger de ces dirigeants. Il faut reprendre le contrôle sur l'essentiel du système bancaire pour le remettre au service du financement de projets utiles à l'intérêt général. Il faut reprendre le pouvoir sur les médias et contester un monde de l'information trop uniforme en s'organisant, s'emparant, investissant les réseaux sociaux. Il y a aussi des pouvoirs à reprendre dans les entreprises elles-mêmes. Il faut donner davantage de pouvoir de contrôle aux salariés et aux syndicats sur les choix stratégiques des entreprises. Le gouvernement fait exactement l'inverse. Il a manifestement fait un choix qui est de rester au service de ces logiques. C'est totalement contraire à l'engagement pris par François Hollande qui déclarait en 2012 vouloir combattre le pouvoir de la finance. Pour aller vers cet objectif, il va falloir un changement politique pour le pays.

"En vérité, le pouvoir législatif est à l'Elysée"

Concrètement, quelles sont vos premières propositions pour "changer de route" ?

Il faut un plan d'urgence sociale. Il y a des millions de gens qui sont en situation de survie au quotidien. Il faut immédiatement donner à ces gens les moyens de vivre, et sécuriser dans la durée les parcours de vie en inventant un nouvel âge de la sécurité sociale, qui permettrait à chacun de naviguer entre l'emploi et la formation sans passer par la case chômage. Deuxièmement, il faudrait investir massivement dans le

développement de l'emploi public et aider les entreprises à créer des emplois stables, en mettant le système bancaire au service du financement de ces créations d'emploi d'une part, et en réduisant le temps de travail d'autre part. Nous vivons dans un mode aberrant. Des millions de jeunes sont sur le bord de la route, des centaines de milliers de personnes sont poussées hors de l'entreprise après 50 ans et des gens surexploités s'épuisent au travail. La réduction du temps de travail est l'une des réformes majeures à entreprendre pour rendre à chaque citoyen du temps libre pour des activités sociales utiles.

«Un candidat de gauche quel qu'il soit à la présidentielle doit mettre la réforme institutionnelle en tête de ses priorités »

"Ce qui pèse le plus lourd dans le vent de défiance qui s'est levé depuis des années, ce sont les promesses trahies", écrivez-vous. Sarkozy et Hollande sont les premiers responsables?

Les deux quinquennats que nous venons de vivre sont une rupture démocratique extrêmement grave. Ils montrent à quel point la réforme institutionnelle - que nous avons combattue bien seuls - a produit des effets catastrophiques en accroissant la présidentialisation de la vie politique. Nous vivons dans un système où un président élu tous les cinq ans a tellement de pouvoir en mains qu'il se croit permis de mener la politique qu'il décide en dehors même du mandat qu'il a demandé aux électeurs. L'impunité présidentielle est insupportable. Cela s'est aggravé avec le quinquennat de François Hollande, qui a discrédité l'idée même de gauche aux yeux de millions de Français. Un candidat de gauche quel qu'il soit à la présidentielle doit mettre la réforme institutionnelle en tête de ses priorités : la proportionnelle à toutes les élections, la fin du cumul des mandats exécutifs, un statut de l'élu qui permet à des citoyens engagés dans la vie professionnelle d'exercer sans en faire une carrière un mandat électif... Il faut aussi diminuer les pouvoirs du président de la République au profit des assemblées parlementaires. Aujourd'hui, il est dans les mains du gouvernement, qui est lui-même dépendant du Président. Donc en vérité, le pouvoir législatif est à l'Elysée.

"Ne pas se laisser enfermer par les manœuvres de l'Elysée et de Cambadélis"

En début d'année, vous affirmiez votre souhait d'une primaire de la gauche sans François

Hollande. Pourtant, le casting de 2017 pourrait être le même qu'en 2012...

Des millions des gens - et ceux qui ont voulu la gauche au pouvoir - ne se reconnaissent plus dans le pouvoir actuel. La rupture entre le pouvoir Hollande-Valls et la masse des électeurs qui ont voulu la gauche au pouvoir est irréversible. Si nous ne changeons rien, nous allons vers une victoire massive de la droite et de l'extrême droite aux prochaines élections. L'urgence est de construire un processus de rassemblement citoyen et politique le plus large possible de toutes ces forces de gauche, de toutes ces énergies citoyennes, pour reconstruire un nouveau projet politique à gauche et désigner une candidature qui le représente. A l'évidence, ce ne peut être ni François Hollande, ni Manuel Valls, ni quelqu'un qui représenterait la politique qui vient d'échouer. Nous seulement rien ne nous pousse à renoncer à ce mouvement, mais tout nous invite à l'amplifier. La direction du Parti socialiste n'a, elle, qu'une obsession : tuer tout processus citoyen pour relancer à nouveau la candidature de François Hollande.

«Il n'y a plus qu'un quarteron de dirigeants socialistes à l'Élysée et à Solferino, qui pensent pouvoir corseter l'exigence de voir un autre scénario émerger»

Pensez-vous que cette primaire est encore faisable, même sans le PS?

Bien sûr. L'élection présidentielle est dans plus d'un an. L'année 2016 doit être entièrement consacré à établir ce mandat populaire et à construire ce processus collectif. Nous aurons le temps ensuite de mener campagne quand nous aurons le candidat pour porter ce projet. Au Conseil national du PCF le 15 avril [vendredi, NDLR], nous allons relancer de nouvelles propositions pour permettre un processus citoyen large avec tous ceux qui ne veulent pas se laisser enfermer par les manœuvres de l'Élysée et de Jean-Christophe Cambadélis, qui sont mortifères pour la gauche.

Ils n'admettent même pas l'idée qu'ils puissent y avoir un socialiste qui propose sa candidature alternative à celle de François Hollande. C'est une vision totalement en décalage avec le climat du pays. Ces gens sont dans un autre monde. Il n'y a plus qu'un quarteron de dirigeants socialistes à l'Élysée et à Solferino, qui pensent pouvoir corseter l'exigence archi-majoritaire dans le peuple et à gauche de voir un autre scénario émerger.

"La France a les ressources pour se relever"

Pourriez-vous être candidat à cette primaire?

Je plaide pour un processus qui commence par le débat et qui parle ensuite des candidatures. Donc je ne vais pas commencer par piétiner ce que je propose. Si on veut crédibiliser ce processus, il faut faire la démonstration que le cœur de ce processus est la construction d'un projet commun. J'ai envie d'y participer activement. Quand viendra la question de la candidature, il est évident que le Parti communiste - comme les autres forces qui auront concouru à ce processus - est parfaitement légitime pour prétendre le conduire. Nous sommes prêts à prendre nos responsabilités, mais nous voulons faire les choses dans l'ordre.

Croyez-vous encore que Jean-Luc Mélenchon peut revenir dans un processus collectif ou avez-vous fait une croix sur cela?

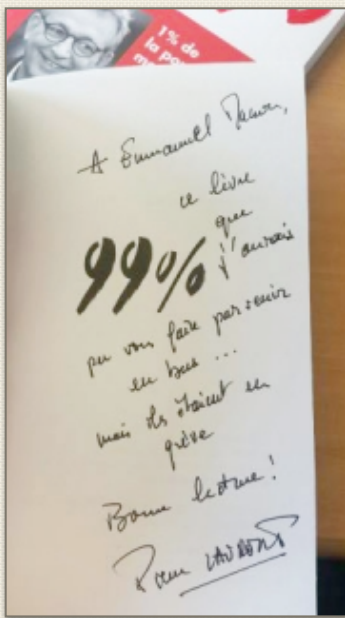
Je le souhaite et je pense que cette exigence va progressivement, si nous sommes convaincant, s'imposer à tous ceux qui prétendent incarner l'alternative. Si un processus collectif clair dans son contenu se lève de manière massive dans le pays, il est possible que Jean-Luc Mélenchon et d'autres reviennent. Sauf à prendre le risque de leur isolement total.

«Ça n'est pas très étonnant de la part d'Emmanuel Macron dont l'engagement à gauche n'avait sauté aux yeux de personne»

Qu'avez-vous pensé du lancement par Emmanuel Macron de son mouvement "En marche" la semaine dernière?

Je crois qu'on assiste à la relance de la vieille lune du "ni de droite, ni de gauche", dont on sait pertinemment qu'elle se termine toujours à droite. Ça n'est pas très étonnant de la part d'Emmanuel Macron dont l'engagement à gauche n'avait sauté aux yeux de personne. Il est fidèle aux lois qu'il a faites voter. Elles font presser le libéralisme au détriment du pouvoir de la grande majorité des salariés. Emmanuel Macron essaie de traduire cette orientation dans un parti, qui n'a rien de neuf, à part l'effort de communication qui l'entoure.

Pierre Laurent a envoyé son livre à Emmanuel Macron, avec une petite dédicace : "Ce livre que j'aurais pu vous faire parvenir en bus... mais ils étaient en grève"



Dans votre livre, vous écrivez avoir "confiance dans la capacité du peuple français à sortir de l'ornière". Et s'il n'y parvenait pas?

L'histoire de notre pays est marquée par une très grande capacité de notre peuple à trouver la force d'un sursaut social, démocratique, républicain. Dans le moment de crise que

nous traversons en France et en Europe, je suis persuadé que des ressources existent dans le peuple français. Mais l'histoire de notre pays nous enseigne aussi qu'il peut sombrer dans des périodes plus sombres, parfois même avec le soutien populaire comme en 1939 ou en 1958 quand De Gaulle a fait adopter la réforme de la Ve République. Notre histoire est marquée par ces deux aspects. Nous sommes dans un moment de cette nature. La France peut s'abîmer dans une aventure politique très dangereuse, mais je ne perds pas de vue qu'elle a aussi les ressources pour se relever. Je dépense toute mon énergie pour permettre cela. Et le Parti communiste a d'ailleurs souvent été un acteur de premier plan de ces grands moments. Il prend ses responsabilités. C'est ce que nous sommes en train de faire.



* 99% par Pierre Laurent.
Cherche Midi, sortie le 7 avril.
136 pages. 9,80 euros.

Anne-Charlotte Dusseaux -
leJDD.fr

Anne-Charlotte Dusseaux - leJDD.fr

IV) Bernard Thibault: «Il faut ouvrir le chantier pour gouverner autrement»

Par Rachida El Azzouzi

Réunie en congrès à Marseille, la CGT a élu Philippe Martinez secrétaire général. Sa tâche la plus immense sera de rassembler une famille désunie, marquée par la crise de gouvernance et l'affaire Lepaon. Entretien avec son ancien leader, Bernard Thibault, qui publie un livre sur l'Organisation internationale du travail (OIT) qu'il a rejointe en 2014 : La troisième guerre mondiale est sociale.

Philippe Martinez a été consacré, vendredi 22 avril, secrétaire général de la CGT, lors du congrès du syndicat à Marseille. Avec un score sans appel : 95,4 % des voix. Propulsé en catastrophe à la tête de la centrale de Montreuil en février 2015 à la suite du "séisme" Thierry Lepaon, contraint à la démission après les révélations sur son train de vie, c'est la première fois que le métallo, qui a fait sa carrière chez Renault, est élu dans le cadre du congrès. Mais ce n'est pas pour autant le signe que la famille CGT marche comme un seul homme derrière lui. Une liste alternative a d'ailleurs été portée contre son équipe. Le défi de son mandat (de trois ans) est immense : ressouder les rangs d'une CGT isolée, qui paie encore cher la succession ratée du « sphinx » Bernard Thibault en 2013, et la crise de gouvernance qui s'en est suivie, aggravée par l'affaire Lepaon.

Durant quatre jours, pendant lesquels le gouvernement, Pierre Gattaz, la CFDT, la délégation du Parti socialiste mais aussi Thierry Lepaon qui devrait être recasé par l'exécutif, ont été copieusement sifflés, l'essentiel des débats a tourné autour de la mobilisation contre la loi sur le travail. Après des échanges vifs, les partisans (à l'extrême gauche de l'organisation) d'une grève générale reconductible à partir du 28 avril jusqu'à l'obtention du retrait du texte n'ont pas été suivis par la direction confédérale. Mais Philippe Martinez n'a pas fermé la porte : « La question de la reconduction de la grève, nous la poserons, les salariés la poseront, et ce sera plus évident à condition d'être nombreux, très nombreux pour les arrêts de travail. » « Observateur pas tout à fait neutre » de la CGT, Bernard Thibault, qui a dirigé pendant 14 ans le syndicat, aujourd'hui membre

du conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT), participait au congrès. L'occasion de présenter aux militants son livre *La troisième guerre mondiale est sociale*, une plongée au sein de l'OIT, cette institution onusienne méconnue aux moyens limités. Entretien.

Depuis votre succession ratée, la CGT traverse une crise sans précédent. Comment vivez-vous cette période ?

La CGT a traversé une mauvaise passe du fait de problèmes inhérents à sa direction. Mais à Marseille, au congrès, j'ai vu une volonté de se remettre sur les rails. C'est normal, dans un syndicat qui veut fonctionner de manière démocratique, qu'il y ait une pluralité d'expression. Je suis admiratif des syndicats qui prétendent que tout le monde est d'accord sur tous les sujets. Je vois même des comportements très autoritaires pour remettre tout le monde dans la ligne officielle. Ce n'est pas comme ça qu'on fonctionne à la CGT. Le débat, la polémique ont droit de cité. Puis des majorités se dessinent. Forcément, après, on trouvera toujours des membres pas d'accord avec ce qu'a décidé la majorité. Le congrès est une étape utile pour une plus grande cohérence de l'organisation.

Mais vous ne pouvez ignorer les fractures et les querelles internes causées par cette crise de gouvernance que vous avez participé à créer en ne préparant pas votre succession...

Oui, on peut m'attribuer une part de responsabilité et je l'assume, mais on ne va pas refaire l'histoire. J'ai voulu, après quatre mandats de direction, organiser un débat ouvert pour choisir celle ou celui qui prendrait ma suite. Aucune personnalité ne s'est imposée et on s'est lancé dans une compétition entre plusieurs personnes, au point d'arriver à une absence de majorité totale. Vous connaissez la suite des événements...

La CGT pourrait perdre en 2017 sa place de première organisation syndicale de salariés au profit de la CFDT. Cela vous inquiète-t-il ?

Je ne mesure pas l'influence que peut avoir tel ou tel syndicat au regard des voix obtenues aux élections professionnelles, même si c'est important. La capacité de mobilisation, d'interférer sur le débat public, sont d'autres éléments pour mesurer la puissance, le poids d'un

syndicat et en termes de mobilisation, il n'y a quand même pas tant d'organisations capables de mobiliser comme la CGT. Certes, nous n'avons pas assez travaillé sur notre implantation syndicale. Mais la tâche syndicale est difficile dans le monde entier. Nous ne sommes pas le seul syndicat en difficulté. Dans certains pays – nous n'en sommes heureusement pas là –, il est même très périlleux de s'engager syndicalement. Il n'y a pas de zone du globe où le mouvement syndical soit en développement.

Thierry Lepaon a essuyé critiques et sifflets lors du congrès, notamment parce qu'il devrait être nommé à la lutte contre l'illettrisme par le gouvernement (lire ici notre article)... Que vous inspire ce parachutage ?

Je n'en sais rien et je n'ai pas de commentaire à faire si cette nomination se confirmait.

Campagne « irresponsable et médiocre », diffamation... En début de semaine, l'affiche de la CGT contre les violences policières a suscité l'indignation des syndicats de police et de la classe politique. Pour le secrétaire général du PS, Jean-Christophe Cambadélis, cette affiche illustre « la gauchisation » de la CGT. Vous êtes d'accord avec lui ?

Les réactions politiques et le buzz médiatique ont été disproportionnés. Quant au procédé, il est surprenant : le ministre de l'intérieur fait la publicité d'une affiche de la CGT qui figure sur un site internet d'un syndicat de la CGT et qui n'aurait jamais eu une telle visibilité ! Si un caricaturiste avait fait le même dessin, il n'y aurait jamais eu une telle agitation. Quel était l'intérêt du ministre, sauf à vouloir mettre en difficulté la CGT à la veille de son congrès ? Et pour répondre au premier secrétaire du Parti socialiste, la CGT ne se gauchise pas. C'est le Parti socialiste qui s'est droitisé.

La CGT a appelé en congrès « à amplifier la riposte », dès le 28 avril, par la grève et des manifestations pour obtenir le retrait de la loi sur le travail. Vous croyez à un CPE bis ?

Le congrès l'a réaffirmé. Il faut progresser dans la mobilisation. Tout peut encore basculer.

Comment avez-vous accueilli ce projet de loi sur le travail ?

J'ai été stupéfait. D'abord par le procédé : refondre brutalement le code du travail sans

aucune forme de concertation préalable, au point même de brandir l'arme du 49-3 pour passer en force. Ensuite, par les différentes mesures. Je parle au conditionnel, car on ne sait plus ce que ce projet va contenir et parce que le retrait est encore possible. La redéfinition du licenciement économique est très inquiétante, tout comme la primauté donnée à l'accord d'entreprise au détriment de l'accord de branche ou encore le référendum d'entreprise, proprement scandaleux.

J'ai milité en mon temps avec la CGT pour une réforme des règles de la représentativité car pendant très longtemps, les accords collectifs négociés dans les entreprises pouvaient être signés par un ou des syndicats même s'ils représentaient 5 ou 10 % des salariés. C'était antidémocratique. Aujourd'hui, on nous parle de référendum ! Si l'on transposait ce système dans la vie politique, cela voudrait dire que les représentants des partis minoritaires à l'Assemblée nationale, par exemple, auraient la possibilité d'organiser un référendum dans le pays sur une question donnée et que le résultat s'imposerait à la représentation politique majoritaire de l'Assemblée nationale. Les députés l'accepteraient-ils ?

Comment les débats autour du code du travail en France sont-ils perçus au sein de l'OIT ?

Ils ont une résonance internationale forte, car la France a une bonne réputation sociale à l'échelle du monde. Nous avons la sécurité sociale, quand 73 % de la population mondiale n'a pas de système de protection sociale. Nous avons un système de retraite par répartition, quand un travailleur sur deux dans le monde n'a pas de retraite. Nous avons le principe de l'allocation chômage, certes pour un peu moins d'un chômeur sur deux mais à l'échelle mondiale, seuls 12 % des chômeurs ont droit à une indemnisation. Ce qui se joue en France va au-delà de la problématique franco-française. Il y a une symbolique de la manière dont on conçoit l'économie de demain. Aucun pays ne peut faire la démonstration d'une relation de cause à effet entre son code du travail et le niveau de l'emploi. Si, comme le martèlent le patronat et le gouvernement français, le code du travail était facteur de chômage, les pays où il est inexistant – et ils sont nombreux, puisqu'un travailleur sur deux n'a pas de contrat dans le monde – connaîtraient le plein emploi. Non ! Là où les droits sociaux sont les moins élaborés, c'est la précarité et la misère extrême qui dominent.

Que pensez-vous du mouvement Nuit debout et des nouvelles formes de mobilisation, comme la pétition virale #Loitrvailnonmerci, qui remettent en cause les modes d'action traditionnels des syndicats ?

Nuit debout est né le 31 mars, un soir de mobilisation syndicale avec des acteurs, des citoyens très différents. Ils le disent eux-mêmes, cette réforme, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase de l'insatisfaction, de l'exaspération, de l'incompréhension à l'égard de la politique économique et sociale et ils se mettent à chercher d'autres réponses. Je trouve cela très positif. Quant à la pétition partie d'Internet, je l'ai signée et je trouve cela bien qu'il y ait d'autres canaux, d'autres méthodes, d'autres façons de s'exprimer en plus des syndicats. 75 % des salariés dans notre pays ne croisent jamais un militant syndical. Tout ce qui peut aider à la prise de conscience, à la sensibilisation, à l'action est bienvenu.

En 2012, vous aviez appelé à voter pour François Hollande... Vous le regrettez ?

Je ne regrette pas d'avoir appelé à en finir avec Nicolas Sarkozy, et peu dans les rangs de la CGT doivent regretter d'avoir été plutôt favorables à un changement de président de la République. Mais comme l'immense majorité de ceux qui ont contribué à cette élection, la déception, la frustration et l'incompréhension m'animent. En même temps, je pense qu'on a atteint les limites des institutions de la Ve République. Il faut ouvrir le chantier pour gouverner autrement, collectivement, rééquilibrer les pouvoirs. Si l'on ne modifie rien, tout le monde sera déçu par le prochain homme ou femme qui régira le pays France. La présidentielle est devenu le moyen de dire tous les cinq ans « on n'est pas contents », mais cela ne résout rien.

Vous publiez La troisième guerre mondiale est sociale, un livre sur l'Organisation internationale du travail que vous avez rejointe en 2014. Institution méconnue, c'est la seule où siègent des travailleurs du monde entier. Pourquoi ce livre maintenant, assorti de ce titre choc ?

Le mot « guerre » a un fort pouvoir d'interpellation et il révèle la situation sociale à l'échelle internationale. Le système économique actuel organise une mise en concurrence des travailleurs, qui provoque une grande dégradation des conditions sociales et des millions de

victimes. 2,3 millions de travailleurs décèdent chaque année du travail, soit des accidents du travail, soit des maladies professionnelles. C'est bien supérieur aux victimes des conflits et des guerres à travers le monde. Par ailleurs, toute l'histoire de l'OIT est liée aux guerres. L'institution est née après la Première Guerre mondiale en 1919. L'ambition était de promouvoir la justice sociale pour éviter que les peuples ne résolvent les conflits par les armes. Cela n'a pas suffi. Il y a eu la Seconde Guerre mondiale. Elle a marqué une deuxième étape pour l'OIT avec, en 1944, la déclaration de Philadelphie incitant les États à aller plus loin dans la promotion de la justice sociale pour la paix entre les peuples.

Mais cent ans après sa création, l'OIT sert-elle à quelque chose, quand on voit comme ses normes internationales du travail sont reléguées à l'arrière-plan, bafouées à l'échelle de la planète et aucunement contraignantes ?

Devant la dégradation des conditions de travail à l'échelle mondiale, certains peuvent considérer que l'OIT n'a pas fait son travail. Si nous en sommes là, c'est parce que les États se sont éloignés de la mission première de l'OIT. Ils ont laissé des institutions prendre le pas, le G20, le FMI, l'OMC et bafouer les normes internationales du travail. Il faut des décisions politiques pour que ces normes sociales deviennent incontournables. Il n'est pas normal que des pays de l'Union européenne ne ratifient pas toutes les conventions internationales du travail. L'Espagne et la France en ont signé 130, la Lettonie, 40. Il n'est pas normal non plus que sous couvert de plans dits de redressement, en Roumanie, en Grèce, au Portugal, on ait autorisé la troïka à exiger des États de mettre entre parenthèses tantôt le droit du travail, tantôt les résultats des conventions collectives, le barème des retraites, pourtant négociés dans les pays.

Comment renforcer l'OIT ? Peut-elle vraiment faire progresser les droits sociaux ?

Il faut réhabiliter les normes, les élargir. Le centenaire de l'OIT en 2019 sera un rendez-vous important. Est-ce qu'on considère que l'institution est dépassée ou est-ce qu'on lui redonne de la vigueur, avec des outils correspondant à l'économie d'aujourd'hui ? Il faut être beaucoup plus exigeant dans les accords commerciaux entre les pays sur le respect des normes du travail. La question des multinationales est fondamentale. Elles façonnent toute l'économie mondiale. L'OIT

en dénombre 500 000. Elles emploient 200 millions de travailleurs et indirectement, à l'échelle du monde, un travailleur sur cinq. Leur poids économique ne cesse de croître, au point que certaines ont une assise financière supérieure aux budgets de nombreux États. La catastrophe du Rana Plaza a marqué les esprits partout dans le monde. Le Bangladesh s'est engagé à mieux assumer sa mission de contrôle des normes du travail mais, objectivement, cela va prendre des années avant que son administration ne se dote d'un corps d'inspecteurs du code du travail, formés et indépendants. L'un des leviers, c'est de rendre les donneurs d'ordre, donc les multinationales, responsables des conditions sociales dans lesquelles leurs produits sont confectionnés. Si des jouets sont fabriqués par des enfants dans certains pays d'Asie, on doit pouvoir porter plainte contre cette multinationale car c'est contraire à une convention internationale du travail.

Mais pour cela, il faut des moyens de contrôle, de pression ?

C'est le combat que nous devons mener, mais il faut se rendre à l'évidence. Aujourd'hui, si l'OIT n'existait pas, il serait peut-être impossible de la créer et d'avoir une majorité de gouvernements la défendant. Nous vivons un monde où la loi du marché apparaît comme le moteur du progrès social alors qu'elle ne fait qu'accroître la précarité, les tensions, les conflits. Ce n'est pas un hasard si ce sont dans les pays européens que les droits sociaux sont les plus évolués et les plus menacés. C'est là que les combats syndicaux ont été les plus intenses. La norme qui prend le pas, c'est celle du non-droit. On est très loin de la déclaration de Philadelphie, qui consacre la primauté des impératifs sociaux sur les impératifs économiques et financiers. Veut-on réaffirmer cette déclaration ou laisser cette loi du marché accroître les inégalités et les dégâts sociaux ?



La troisième guerre mondiale est sociale, Bernard Thibault. Éditions de l'Atelier, 224 pages, 15 euros.

V) Cambadélis (PS): "rien n'est joué", que les socialistes arrêtent de "pleurer"



Jean-Christophe Cambadélis à Paris le 7 mars 2016
© DOMINIQUE FAGET

"Rien n'est joué" pour l'élection présidentielle de 2017, affirme le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis, qui appelle les socialistes à...

"Rien n'est joué" pour l'élection présidentielle de 2017, affirme le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis, qui appelle les socialistes à "arrêter de pleurer" et à "lancer la contre-offensive" face au "Hollande bashing".

François Hollande peut-il encore gagner ? "Rien n'est joué. Nous n'avons pas à rougir de notre bilan quand on se rappelle de ce que Sarkozy-Fillon-Juppé nous ont laissé en 2012. Face à une droite qui s'extrémise et une ultra-gauche qui ne veut pas gouverner, il y a un espace pour le candidat socialiste", répond M. Cambadélis dans un entretien accordé au Journal du Dimanche.

"Le pays ne veut ni de libéralisme radical ni de l'extrême droite. François Hollande est au centre du renouveau français en protégeant les Français et en modernisant la France. La seule ligne praticable, c'est la sienne: celle d'un réformisme juste. J'appelle donc les socialistes à se retrousser les manches et, pour commencer, à arrêter de pleurer", exhorte le député de Paris.

"C'est le moment de la contre-offensive" face au "socialistes bashing" et au "Hollande bashing totalement irrationnel", annonce M. Cambadélis, alors qu'une réunion publique de soutien au chef de l'Etat est prévue lundi soir à Paris.

Il faut "faire comprendre ce qu'a été réellement l'action du gouvernement depuis 2012". "Le chômage, c'est la plus grande des difficultés, mais admettons quand même que les autres indicateurs

sont bons ou meilleurs. Aujourd'hui, les entreprises ont retrouvé leurs marges. On recrute à l'école, dans la police. La Sécurité sociale revient à l'équilibre avec de nouveaux droits".

Le premier secrétaire du PS semble désormais écarter l'hypothèse d'une primaire de toute la gauche car "à partir du moment où on dit +primaire de toute la gauche sans Hollande+, on est dans une contradiction".

Quant à Emmanuel Macron, omniprésent dans les médias cette semaine, "soit il élargit la majorité présidentielle en s'adressant à des gens qui ne nous écoutent pas, et à ce moment-là, il fait sa part de travail, soit il veut se substituer à la gauche. Mais on ne peut pas le faire dans le ni-ni. Cette ligne qu'il prétend porter ne permet pas de rassembler".

A droite, "nous vivons aujourd'hui dans une ère de juppémania. Alain Juppé est devenu le candidat des élites: déjà élu, toujours mutique. Ce sera le Balladur de 2017", annonce M. Cambadélis, qui continue de cibler le maire de Bordeaux.

publicsenat.fr

LAPRESSEENREVUE.EU



Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com

A Suivre...
La Presse en Revue